



100275106
DG/DG/SM

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF,
LE TREIZE MAI
A LIVAROT-PAYS-D'AUGE (Calvados), 13 rue du Maréchal Foch -
Livarot, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,
Maître David GSCHWEND, Notaire, titulaire d'un Office Notarial à
LIVAROT-PAYS-D'AUGE (14140), 13 rue du Maréchal Foch - Livarot,

A RECU à la requête des parties ci-après identifiées, le présent acte
contenant :

NOTORIETE ACQUISITIVE

NOUVEAU PROPRIETAIRE ET « REQUERANT »

Les personnes qui sont les « NOUVEAUX PROPRIETAIRES » et qui
requièrent l'établissement du présent acte de Notoriété Acquisitive sont :

Monsieur Vincent Gilbert **SAINT-AURET**, retraité, et Madame Elianne Laure
DEVARIEUX, retraitée, son épouse, demeurant ensemble à LA DESIRADE (97127)
"Le Désert".

Monsieur est né à LA DESIRADE (97127) le 22 janvier 1958,

Madame est née à LA DESIRADE (97127) le 19 octobre 1961.

Mariés à la mairie de LA DESIRADE (97127) le 6 août 1983 sous le régime de
la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Ils sont dénommés plus loin « Requéran » sans nuire à leur solidarité.

REPRESENTATION

Les « Requéran » ne sont pas présents à l'acte, ils y sont représentés par
Madame Sylvie MALLET, Secrétaire en l'Office Notarial de Maître GSCHWEND
Notaire à LIVAROT-PAYS-D'AUGE – 13 Rue du Maréchal Foch, en vertu des
pouvoirs qu'ils lui ont conférés aux termes d'une procuration annexée à l'acte après
mention.

↑

REVENDEICATION

Les « Requéranant » revendiquent à leur profit la propriété de l'immeuble qui sera désigné plus loin au titre de la Prescription Acquisitive en application de l'article 2272 du Code Civil.

Les « Requéranant » déclarent ici qu'ils se sont comportés, relativement au bien immobilier en cause et pendant plus de 30 ans, en véritable « Propriétaire » et sans équivoque écartant ainsi une suspicion d'occupant précaire, de locataire ou d'indivisaire.

DESIGNATION

A LA DESIRADE (GUADELOUPE) 97127 "Désert".

Un terrain

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AE	478	5298 Le Désert	00 ha 10 a 98 ca
AE	479	5298 Le Désert	00 ha 09 a 11 ca
AE	480	5298 Le Désert	00 ha 00 a 99 ca

Total surface : 00 ha 21 a 08 ca

MODIFICATIF DU PARCELLAIRE CADASTRAL

Par Document d'Arpentage n° 110 0000417 V établi par le Cabinet SIMON Géomètre Expert à LE GOSIER LE 02 Juillet 2002, la parcelle mère section AE n° 0112 « 5298 Le Désert » pour 00ha.24a.66ca. a été divisée pour donner naissance aux parcelles filles suivantes:

AE n° 0478 « 5298 Le Désert » pour 00ha.10a.98ca. elle fait l'objet de l'acte, elle devient la propriété du "Requéranant ».

AE n° 0479 « 5298 Le Désert » pour 00ha.09a.11ca. elle fait l'objet de l'acte, elle devient la propriété du "Requéranant ».

AE n° 0480 « 5298 Le Désert » pour 00ha.00a.99ca. elle fait l'objet de l'acte, elle devient la propriété du "Requéranant ».

AE n° 0481 « 5298 Le Désert » pour 00ha.00a.92ca. elle n'est pas concernée par l'acte.

Ce Document Modificatif du Parcellaire Cadastral sera déposé au Service de la Publicité Foncière avec la copie authentique de l'acte destinée à y être publiée.

ABSENCE D'EFFET RELATIF

Concernant la parcelle AE n° 0112 mère dont est détachée les parcelles filles objet de l'acte, aucune formalité n'est intervenue au Service de la Publicité Foncière dont elle dépend ni antérieurement ni postérieurement au 01 Janvier 1956.

PUBLICITE DE L'ACTE

LOI DE PROGRAMMATION – SON DECRET D'APPLICATION

Conformément à l'article 1 – 4° du Décret d'Application 2017-1802 du 28 Décembre 2017, sont ici textuellement reproduits :

1ent – L'article 35-2 de la loi n° 2009-594 du 27 Mai 2009 modifiée dans sa rédaction résultant de l'article 117 de la loi de Programmation n° 2017-256 du 28 Février 2017 :

« Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier.



L'acte de notoriété peut être établi par un notaire ou, à Mayotte, par le groupement d'intérêt public mentionné à l'article 35. Dans ce dernier cas, le groupement en assure la publicité.

Le présent article s'applique aux actes de notoriété dressés et publiés avant le 31 décembre 2027.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article ».

2ent-Les 1° - 2° et 3° de l'article 2 du Décret d'application n° 2017-1802 du 28 Décembre 2017, lesquelles précisent les modalités de publication de l'acte de Notoriété Acquisitive :

« 1°-Publication de l'acte de notoriété au fichier immobilier ou, à Mayotte, inscription au livre foncier ;

2°-Affichage pendant trois mois en Mairie, par les soins du Maire de chaque commune sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble, d'un extrait de l'acte de Notoriété comprenant les éléments mentionnés aux 1° - 2° et 4° de l'article Premier. Cet extrait précise que le Bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du Code Civil.

3°-Publication de l'extrait de l'acte de Notoriété sur le site internet de la Préfecture du lieu de situation de l'immeuble pendant une durée de cinq ans ».

En outre, le dernier alinéa de l'article 2 dudit Décret d'Application est également ici textuellement reproduit :

« L'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues aux 1° - 2° et 3° fait courir le délai de cinq ans pendant lequel l'acte de Notoriété mentionné à l'article 1^{er} peut être contesté en application de l'article 35-2 de la loi du 27 Mai 2009 susvisée ou de l'article 1^{er} de la loi du 6 Mars 2017 susvisée ».

En conséquence, le « Requérent » requiert le Notaire soussigné d'accomplir les formalités nécessaires pour que soient effectuées les publicités de l'acte telles qu'elles sont prescrites par le Décret d'Application du 28 Décembre 2017 :

-Au Service de la Publicité Foncière compétent c'est-à-dire au Fichier Immobilier.

-En la Mairie de la Commune dont dépend le bien immobilier concerné à laquelle il sera transmis pour affichage une copie authentique par extrait du présent acte.

-Et à la Préfecture de BASSE-TERRE à laquelle il sera transmis pour insertion sur son site internet une copie authentique par extrait du présent acte.

ETC...

POUR COPIE AUTHENTIQUE PAR EXTRAIT certifiée conforme à la minute par le Notaire soussigné, délivrée sur trois pages sans renvoi ni mot rayé nul, destinée à la publicité légale de l'acte.



